

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES)

Rocade de la Vallée de la Lys
RD 191
59250 Halluin

Références : 17022026_COVALYS_HALLUIN
Code AIOT : 0007002401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES) implanté Rocade de la Vallée de la Lys RD 191 59250 Halluin . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site du Centre de valorisation Énergétique de Halluin est un site prioritaire sur la thématique IED. Il est donc inscrit au plan d'inspection pour l'année 2026.

L'inspection a diligemment une visite le 17/02/2026 dans le cadre de l'action régionale "Surveillance des eaux souterraines des ICPE" sur la base de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/10/2024. En effet, cet arrêté a actualisé la surveillance des eaux souterraines suite à l'instruction du rapport de base remis par l'exploitant dans le cadre de la directive IED.

Les demandes de l'inspection suite à la visite du 01/07/2025 ont également été également abordées par l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES)
- Rocade de la Vallée de la Lys RD 191 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007002401
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Européenne de Lille a confié à Covalys, une co-entreprise détenue à 65% par Veolia, à travers sa filiale Valnor, et 35% par Idex, le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Centre de Valorisation Énergétique (CVE) de la métropole localisé à Halluin. D'une durée de 12 ans de 2017 à 2029, le contrat représente un chiffre d'affaires cumulé de 295 millions d'euros.

Mis en service le 15 décembre 2000, le site a une capacité de traitement de 350 000 t/an de déchets grâce à 3 lignes de fours à grilles de capacité unitaire de 14,5 t/h.

Les déchets, les ordures ménagères et encombrants en provenance de la Métropole Européenne de Lille (MEL), y sont traités comme combustible produisant de la chaleur elle-même transformée en électricité (de l'ordre de 150 000 MWh/an).

Deux Groupes Turbo-Alternateurs (GTA) de 16 MW unitaire assurent la transformation de l'énergie thermique en électricité. Une partie de l'électricité est consommée sur le site (à hauteur d'environ 22%) et le surplus est injecté sur le réseau RTE sous 90 kV.

L'énergie produite alimente également directement les réseaux de chaleur urbain R-énergie de Roubaix et Résonor de Lille via un réseau calorifugé de grosse capacité de 19 kilomètres.

Le Centre de Valorisation Énergétique (CVE) ANTARES - COVALYS d'Halluin, relève de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site relève du régime de l'autorisation pour les activités principales suivantes:

- 2771 : installations de traitement thermique de déchets non dangereux (fours d'incinération),
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux (cisaille rotative).

Il convient de préciser que le site relève également de rubriques en relation avec la Directive dite "IED". Il est visé par la rubrique principale 3520.a.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a été mis en demeure par l'arrêté préfectoral du 22/07/2025 de respecter les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/10/2024, portant notamment sur la valeur limite d'émission en concentration maximale en moyenne journalière du polluant COVT, en concentration maximale du polluant Métaux (As+Cr+Cu+Mn+Ni+Pb+V+Co+Sb) et en flux maximal moyen journalier des polluants HF, CO, COVT, Métaux (As+Cr+Cu+Mn+Ni+Pb+V+Co+Sb) et HCl.

La mise en demeure est considérée comme respectée, si après le délai d'un mois après signature de l'arrêté, les 2 conditions suivantes sont réunies: valeurs mesurées sur les paramètres visés conformes sur 2 analyses ponctuelles sur une période de 6 mois **et** valeurs mesurées sur les paramètres visés dans le cadre de l'autosurveillance conformes sur une période de 3 mois.

L'échéance de la mise en demeure est fixée au 22/02/2026.

Un point a été réalisé avec l'exploitant sur la mise en demeure :

- 1 analyse a été réalisée du 9 au 16 octobre 2025 par KALI'air sur les paramètres des lignes visés par la mise en demeure. Les mesures sont conformes.
- les résultats de l'autosurveillance sont conformes sur les paramètres visés pour les mois de septembre/octobre/novembre 2025.

Le récolement de la mise en demeure nécessite la réalisation d'une analyse complémentaire.

L'inspection s'appuiera sur le 1er contrôle inopiné des rejets air de l'année 2026 pour statuer sur le respect de la mise en demeure.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE	Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.2.	Demande d'action corrective	1 mois
5	SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE	Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.5.	Demande d'action corrective	3 mois
7	GESTION DES FLUX DE DECHETS	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3 – 3-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE	Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.1.	Sans objet
3	SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE	Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.3.	Sans objet
4	SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE	Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.4.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	E		
6	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions concernant la surveillance des eaux souterraines sont respectées sur les points suivants : nombre d'ouvrage, paramètres surveillés, fréquence des analyses, méthodologie des prélèvements.

Par contre il a été relevé les non-conformités suivantes : défaut de protection des têtes des piézomètres contre les pollutions accidentelles et les actes de malveillance et non transmission des résultats des mesures sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF).

Concernant la gestion des suites de l'inspection du 01/07/2025, un dossier de porter à connaissance concernant l'activité de gestion des flux de déchets collectés pour lesquels une ou plusieurs bouteilles de protoxyde d'azote ont été détectées a bien été transmis au préfet. Néanmoins, l'inspection propose de se rapprocher de l'exploitant pour ajuster la procédure administrative. Les autres demandes de l'inspection suite à la visite du 01/07/2025 sont maintenues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.1.				
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution du réseau de surveillance piézométrique				
Prescription contrôlée :				
La surveillance de la qualité de la nappe superficielle des limons est assurée par la mise en place du réseau de surveillance piézométrique suivant :				
O u v r a g e piézométrique	P o s i t i o n hydraulique	Profondeur	Équipement	Hauteur des crépines
PZ1	amont	7,10 m	Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm bouche à clé ras de sol	3,10 à 7,10 m
PZ2	amont	7,50 m	Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm c a p o t métallique hors	2,50 à 7,50 m

			métallique hors sol	
PZ3	aval	7,50 m	Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm capot métallique hors sol	2,50 à 7,50 m
PZ4	aval	7,50 m	Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm bouche à clé ras de sol	2,50 à 7,50 m
PZ5	aval	7,10 m	Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm bouche à clé ras de sol	3,10 à 7,10 m
PZ6	latéral	7,00 m	Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm bouche à clé ras de sol	3,00 à 7,00 m
PZ7	aval	7,40 m	Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm bouche à clé ras de sol	3,10 à 7,40 m
PZ8	latéral	7,00 m	Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm Tubes PVC diamètre 80 / 88 mm	3,10 à 7,10 m

			80/88mm bouche à clé ras de sol	
--	--	--	---------------------------------------	--

Constats :

Vu 7 piézomètres lors de la visite des installations. L'ouvrage PZ2, étant situé hors du périmètre du site, n'a pas pu être vu.

Les caractéristiques des ouvrages de la prescription sont identiques à celles indiquées dans le rapport de mesures de la dernière campagne semestrielle de prélèvement et d'analyse de l'année 2025. L'ouvrage PZ2 a bien fait l'objet d'un prélèvement lors de cette campagne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques techniques et entretien

Prescription contrôlée :

Les ouvrages sont réalisés pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Ils doivent à cette fin être réalisés et équipés selon les règles de l'art. Le diamètre de forage doit permettre, après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement. Les piézomètres doivent être conformes à la norme AFNOR FD X31-614. Leur tête doit être dotée d'une protection contre les pollutions accidentelles et les actes de malveillance. Les piézomètres doivent être nivelés et protégés contre les risques de détérioration.

Les ouvrages et équipements annexes font l'objet d'un entretien et d'une surveillance régulière de la part de l'exploitant. Tout incident pouvant compromettre les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, sera signalé sans délai à l'Inspection des installations classées.

Constats :

Le rapport de la campagne du 1^{er} semestre 2025 indique la réalisation d'une purge de chaque piézomètre avant prélèvement.

Le représentant du laboratoire effectuant les campagnes, présent lors de l'inspection, n'a pas formulé d'observations sur les équipements mis en place.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté qu'un nombre important de piézomètres (5 sur 8) ne sont pas dotés d'une tête assurant une protection efficace contre les pollutions accidentelles et les actes de malveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un nombre important de têtes ne sont pas conformes à l'article 8.1.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/10/2024.

Il est demandé à l'exploitant de doter l'ensemble des piézomètres d'une protection contre les

pollutions accidentelles et les actes de malveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Evolution du réseau de surveillance piézométrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de surveillance est complété par de nouveaux ouvrages si les résultats des investigations menées rendent leur implantation nécessaire à la bonne connaissance de l'état environnemental du site.</p> <p>La réalisation de tout nouveau piézomètre, la mise hors service d'un piézomètre ou la substitution d'un piézomètre de contrôle inclus dans le dispositif de surveillance précité par un autre ouvrage doit être portée avant réalisation à la connaissance de l'inspection de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation des ouvrages et afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines, l'exploitant devra prendre toutes les mesures appropriées pour le comblement de ces ouvrages au moyen de matériaux inertes drainants et pour la réalisation d'un bouchon cimenté en tête.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le représentant du laboratoire en charge de la réalisation des campagnes n'a pas formulé de remarques sur la nécessité de compléter le réseau de surveillance par de nouveaux ouvrages. L'exploitant a indiqué que le piézomètre PZ8 se situe sur le projet d'extension des installations ICPE voisines (TRI SELEC). Il devrait être donc déplacé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément à l'article 8.1.3. de l'arrêté préfectoral du 24/10/2024, la mise hors service du piézomètre PZ8 et la réalisation de tout nouveau piézomètre, doit être portée avant réalisation à la connaissance de l'inspection de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant également que toutes les mesures appropriées pour le comblement de l'ouvrage PZ8 au moyen de matériaux inertes drainants et pour la réalisation d'un bouchon cimenté en tête doivent être prises.</p> <p>L'ensemble des justificatifs pour la mise hors service de l'ouvrage PZ8, pour la réalisation d'un nouveau piézomètre et pour la mise en sécurité de l'ouvrage PZ8 sont à transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des prélèvements
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise les prélèvements et analyses selon la périodicité suivante : 2 fois par an, 1 fois en période de « hautes eaux » (période d'avril-mai) et 1 fois en période de « basses eaux » (période d'octobre-novembre).
Constats : 2 campagnes ont été réalisées en 2025 : - En période de hautes eaux en avril - En période de basses eaux en novembre La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 8.1.5.			
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements, paramètres et résultats des analyses			
Prescription contrôlée :			
O u v r a g e piézométrique	Position hydraulique	Paramètres suivis issus de l'Évaluation Simplifiée des Risques	Paramètres suivis issus du rapport de base
PZ1	amont	pH Hydrocarbures totaux (HCT), Manganèse Sulfates Chlorures	H A P , B T E X , a m m o n i a c , Diméthylthiocarba mate de sodium
PZ2	amont	pH Hydrocarbures totaux (HCT), Manganèse Sulfates Chlorures	

PZ3	aval	<p>pH</p> <p>Hydrocarbures totaux (HCT), Manganèse</p> <p>Sulfates</p> <p>Chlorures</p>	
PZ4	aval	<p>pH</p> <p>Hydrocarbures totaux (HCT), Manganèse</p> <p>Sulfates</p> <p>Chlorures</p>	<p>H A P , B T E X , a m m o n i a c ,</p> <p>Diméthylthiocarbamate de sodium</p>
PZ5	aval	<p>pH</p> <p>Hydrocarbures totaux (HCT), Manganèse</p> <p>Sulfates</p> <p>Chlorures</p>	<p>H A P , B T E X , a m m o n i a c ,</p> <p>Diméthylthiocarbamate de sodium</p>
PZ6	latéral	<p>pH</p> <p>Hydrocarbures totaux (HCT), Manganèse</p> <p>Sulfates</p> <p>Chlorures</p>	<p>H A P , B T E X , a m m o n i a c ,</p> <p>Diméthylthiocarbamate de sodium</p>

PZ7	aval	<p>pH</p> <p>Hydrocarbures totaux (HCT), Manganèse</p> <p>Sulfates</p> <p>Chlorures</p>	<p>H A P , B T E X , a m m o n i a c ,</p> <p>Diméthylthiocarbamate de sodium</p>
PZ8	latéral	<p>pH</p> <p>Hydrocarbures totaux (HCT), Manganèse</p> <p>Sulfates</p> <p>Chlorures</p>	

Les prélèvements sont réalisés selon les règles de l'art en respectant notamment une purge d'au moins cinq fois le volume de la colonne d'eau.

La mesure de la hauteur d'eau dans les ouvrages est effectuée préalablement à toute campagne de prélèvement afin de déterminer les sens d'écoulement des eaux souterraines.

Le prélèvement d'échantillons est effectué conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 » et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

Les résultats commentés des campagnes de surveillance sont transmis dès réception à l'inspection de l'environnement.

En fonction des résultats obtenus, la fréquence, la durée et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports des campagnes de 2025.

Vu dans les rapports le suivi des paramètres sur chaque ouvrage conformément à la prescription.

Les rapports 2025 ont été transmis par courriel à l'inspection. L'exploitant ne remplit pas l'outil GIDAF.

Les rapports rappellent la méthode de prélèvement : réalisation d'une purge d'au moins 5 fois le volume de la colonne d'eau, mesure de la hauteur d'eau. Il est fait référence à la norme NF EN ISO 5667-3.

Un suivi de l'évolution historique des concentrations est bien repris dans le dernier rapport 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de transmettre également les résultats par voie électronique et de saisir ceux de la campagne 2025 sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (application GIDAF).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 2
Thème(s) : Actions régionales, Activités autorisées
Prescription contrôlée : 3520-a (A) : 3 fours de capacité de traitement unitaire 14,5t/h soit 43,5 t/h, capacité annuelle de 350 000t/an 2771 - A : 3 fours de capacité de traitement unitaire 14,5t/h soit 43,5 t/h, capacité annuelle de 350000t/an 3532 - A : prétraitement des encombrants avant incinération / cisaille rotative de puissance 200kW et de capacité de broyage annuelle de 50 000 tonnes, soit 150 t/j [pour un fonctionnement sur 333 j] 2791 - A : prétraitement des encombrants avant incinération / cisaille rotative de puissance 200kW et de capacité de broyage annuelle de 50 000 tonnes, soit 150 t/j [pour un fonctionnement sur 333 j]
Constats : Suite au contrôle de cette prescription lors de l'inspection du 1 ^{er} juillet 2025, une action correction avait été demandée à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • Demande d'action corrective : l'exploitant portera à la connaissance du préfet l'activité de broyage au moyen d'une unité mobile des flux de déchets collectés pour lesquels une ou plusieurs bouteilles de protoxyde d'azote ont été détectées, ainsi que l'activité d'entreposage connexe à cette activité, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement. L'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de porter à connaissance par courrier du 24/12/2025 pour les activités précédemment citées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le dossier de porter à connaissance, les déchets collectés pour lesquels une ou plusieurs bouteilles de protoxyde d'azote ont été détectées doivent être considérés comme des déchets dangereux. Par conséquent, le broyage de ces déchets relève de la rubrique 2790 et non de la rubrique 4442 comme présentée dans le dossier. La rubrique 2790 est une rubrique "sans seuil".

De plus, les installations soumises à la rubrique 2790 sont susceptibles d'être concernées par le classement au titre des rubriques 3510 et 3550 de la nomenclature si elles dépassent le seuil de classement.

Par conséquent, le dossier de porter à connaissance déposé pour les nouvelles activités ne correspond à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Il devra donc déposer un dossier révisé.

En l'occurrence, et de manière non exhaustive, les options envisageables pour autoriser les activités liées à la gestion des bouteilles de protoxyde d'azote sont :

- Une procédure d'autorisation environnementale
- Une procédure d'examen au cas par cas (envisageable si il n'y a non dépassement d'un nouveau seuil IED)
- Une procédure d'autorisation temporaire (envisageable si la modification est mise en œuvre sur une durée inférieure à 1 an et si l'activité en question n'est pas soumise à évaluation environnementale)

Au vu de la complexité administrative et technique du projet, l'inspection propose de se rapprocher de l'exploitant pour confirmer la procédure à suivre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : GESTION DES FLUX DE DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3 – 3-3

Thème(s) : Actions régionales, Inventaire des déchets

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter l'accumulation des déchets, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- pour les déchets qui ne sont pas mélangés pendant le stockage (par exemple, les déchets d'activités de soins à risque infectieux et les déchets conditionnés), le temps de séjour maximal est clairement établi.

Constats :

Suite au contrôle de cette prescription lors de l'inspection du 1^{er} juillet 2025, des suites avaient été formulées à l'exploitant :

- Demande d'action corrective : au regard de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 02/06/2006 qui fixe la capacité de la fosse à 13000 m³, l'exploitant complètera son fichier de suivi afin d'être en mesure de justifier du respect de la capacité maximale autorisée dans la fosse.
- Demande de justificatif : L'exploitant justifiera la conformité du stock en fosse au 30/06/2025. Il justifiera également la conformité des stocks en fosse au 01/01/2025 ainsi

que les modalités de suivi de l'état des stocks lorsque la quantité de déchets en fosse n'est pas nulle au 1er janvier.

Il a été constaté que l'action corrective demandée n'a pas été réalisée et que les justificatifs n'ont pas été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection réitère les demandes du rapport d'inspection du 06/10/2025 pour cette prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois